



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Laïcité
à l'école

p. 7

Transports

Mobilisations et vigilance

2 € - N° 3917 - Semaine du 25 au 03 mars 2022



• **Fabien Roussel**
bon vent médiatique ! p. 3

• **Pentathlon**
Trophée Christophe Ruer p. 12

La confusion des colères



Des « gilets jaunes » au « convoi de la liberté », la confusion des luttes marque le symptôme d'une société en souffrance, où les mouvements sociaux viennent percuter un débat politique souvent indigne, et sans cesse confisqué. Du matin au soir, l'espace médiatique est saturé par un projet de guerre sociale qui désigne toujours « l'autre » comme le coupable, et fait ainsi l'impasse sur l'exploitation capitaliste, les dominations de toutes sortes, les énormes profits et dividendes versés aux actionnaires par les grandes entreprises et les fonds financiers. Alors que ces thèses nauséabondes perdurent, le président de la République se place délibérément au-dessus de la mêlée, afin de se présenter au bout du compte comme le seul recours, le sauveur, le héros, celui qui aura vaincu la pandémie et bien d'autres choses encore ...

Dans un patchwork inédit, chacun vient avec sa colère pour exprimer son ras-le-bol. Ce ressentiment est légitime, tant le mépris du pouvoir est cinglant. Les revendications qui animent les manifestants ont des racines communes : la dureté de la vie ou comment boucler les fins de mois ? Ces questions essentielles sont peu audibles, et les ignorer conduit au risque de voir grossir le bataillon des abstentionnistes. Comment les raccrocher à une gauche qui renoue avec les classes populaires ? Quand le bloc des droites et l'extrême droite totalisent 46% des intentions de vote, la question peut sembler pertinente !

Ne laissons pas dérouler ce scénario où les électorales et les électeurs sont sommés de choisir entre des droites et extrêmes-droites aux frontières de plus en plus floues, pour une société encore plus dure, plus brutale, plus divisée. La légitime colère, le ressentiment, ne doivent pas se traduire par l'abstention, ce qui anéantirait toute aspiration à une société plus égalitaire.

Une ambiance mortifère, dont seul Fabien Roussel, prend le contre-pied. Avec son franc-parler et son slogan « Les jours heureux », il a réussi déjà à remettre la question sociale dans le débat, à parler d'espoir alors que la mal-voie est partout. Il bouscule, il intrigue, il dérange... Reste à retrouver la force du lien avec les déçus de la gauche, leur redonner envie de reprendre leur place dans le débat, en portant le combat de la dignité et, pourquois pas, du bonheur ?

Annonces

UPTC - Conférence de Jean-Louis Sagot-Duvaurox. La gratuité, une alternative concrète à l'argent-roi

Vendredi 25 février à 18h30 - 44 avenue de Prades à Perpignan

Documentaire « Little Palestine, journal d'un siège » suivi d'un débat

Vendredi 25 février à 19h - Cinéma Le Castillet à Perpignan

Cabestany. Les chemins de la réussite du 66

Samedi 26 février de 9h30 à 16h

Inauguration du Centre International d'Exposition Photographique

Samedi 26 février à 16h30 - Villefranche-de-Conflent.

Assemblée générale de Fraliberthé Solidarité 66

Samedi 5 mars à 9h30 - Caves Ecoiffier à Alènya

Annonces spéciales présidentielles

Présentation du programme de Fabien Roussel. Journée sur le transport et la mobilité en présence de Jean-Luc Gibelin vice-président du Conseil régional

Lundi 28 février : de 9 h à 19 h

Meetings de Fabien Roussel à voir en direct sur les réseaux sociaux du PCF

Lundi 1er mars à 19h à Bordeaux

Jeudi 3 mars à 18h30 à Valenciennes

Samedi 5 mars à 19h au Havre

Le Travailleur Catalan

44 av. de Prades - 66000 Perpignan
Tél. 04 68 67 00 88 -
mail : letravailleurcatalan@letc.fr
Site : www.letc.fr
Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 /
N° ISSN 1279-2039

**Gérante /
Directrice de publication**
Eulalie Arabia
Administrateur
Remi Cathala
Maquette Corinne Coquet
Une : © Corinne Coquet
Illustrations : © Delgé

Impression
Imprimerie Salvador
33 bd.d'Archimède - 66200
Elne (France)
Webmaster
Corinne Coquet /
Dominique Gerbault
Publicité
Richard Siméon

Bio ou pas bio
Quels cépages, quels vins aujourd'hui ?



Ciné-débat
Samedi 26 février à 18 h

Clap Ciné à Canet-en-Roussillon
avenue Guy Drut, Colline des loisirs

Tarif unique
5,90€

Invitation

PCF 66
Commission
Environnement

Film documentaire VITIS PROHIBITA de Stéphan Balay - 1 h 30
Voyage œnologique en France, Italie, Autriche, Roumanie et États-Unis afin de mieux comprendre l'histoire et les enjeux des cépages résistants.

Débat en présence de :
Hélène Pons-Gradet
Mickaël georget
Robert Semper

Quel avenir pour la viticulture dans le département ?
le métier du bio dans sa dimension sociale
Le bio et l'agroécologie, qu'est-ce que ça change ?
Œnologie, cépages et labels.

Une dégustation de vins clôturera la soirée



Partenariat : Clap Ciné Canet, l'Université Populaire du Travailleur Catalan, l'herbomadaire Le Travailleur Catalan

MARDI 8 MARS

LECTURE MUSICALE

« EMBRASSEZ QUI VOUS VOULEZ... AVEC CONSENTEMENT IL VA SANS DIRE »

Femmes Solidaires 66, Le Département

« En ce début de XXI^e siècle où racisme et homophobie reprennent de noires et inquiétantes couleurs, écoutons poétesses et poètes nous parler de mixité amoureuse... »

Nicole Rey, pour Femmes Solidaires 66, proposera une lecture musicale de poèmes accompagnée par deux musiciens (instruments : violoncelle baroque et guitare classique).

🕒 18h30

📍 Maison de la Catalanité *

📄 Inscription préalable obligatoire.

En savoir plus sur les conditions de participation à cette rencontre :
Mission Égalité - egalite@cd66.fr - 04 68 85 80 83 ou www.leDépartement66.fr

* VOIR INDEX DES LIEUX DES MANIFESTATIONS SUR LES SITES DU DÉPARTEMENT EN PAGE 23.

MANIFESTATIONS ORGANISÉES SOUS RÉSERVE DE MODIFICATION ET/OU ANNULATION EN RAISON DES CONTRAINTES LIÉES À LA CRISE SANITAIRE COVID-19. POUR EN SAVOIR PLUS : www.leDépartement66.fr



CARNETS DE CAMPAGNE



Médias

Bon vent médiatique Fabien Roussel !

Pour un observateur attentif de la sphère médiatique, le traitement de la candidature de Fabien Roussel réserve quelques surprises.

La parole du parti communiste semblait sinon proscrite du petit écran (on est en démocratie voyons, on ne peut pas tout se permettre), au moins souvent oublié, et très régulièrement réservée à la portion congrue. Les commentaires des journalistes qui l'accompagnaient pouvaient être acerbes et de la plus grande des condescendances.

Eh bien dans le cadre de la campagne présidentielle en cours, il y aurait comme un vent nouveau qui soufflerait sur des rédactions souvent marquées par un anticommunisme militant. La presse écrite s'y met aussi. Le secrétaire général du PCF, candidat, est reçu partout, à des horaires qui ne le relèguent pas aux lève-tôt ou aux couche-tard, dans toutes les émissions qui traitent de la campagne. Il n'est pas plus que d'autres soumis à la hargne de journalistes aboyeurs, il est même traité poliment. Et parfois on a le sentiment que certains le

Les Médias découvrent enfin l'existence de Fabien Roussel ...



regardent avec une certaine sympathie. Les commentaires sont affables, souvent positifs.

Une autre parole que celle de la soumission

Il faut dire que le personnage ne se laisse pas démonter et il a raison. Son discours est clair, précis, va à l'essentiel dans des réponses,

sans langue de bois, qui manifestent un souci évident d'être compris du plus grand nombre pour réintégrer dans le jeu politique tous ceux qui depuis de multiples élections avaient choisi de s'en extraire et de se réfugier dans l'abstention. En effet c'est chez ceux que Macron a méprisés (les « riens »), chez les victimes des exclusions et des injustices, dans le monde du travail et de la précarité qu'une autre parole que celle de la soumission doit être d'autant plus entendue qu'elle correspond à ce qui est vécu dans ces vies quotidiennes. On a un peu le sentiment que Roussel ressuscite la classe ouvrière pour lui offrir

une perspective. Cela ne peut que nous réjouir dans un TC qui se veut hebdo communiste et journal ouvert pour esprits libres, comme nous ne cessons de le répéter sur toutes les unes. Fabien Roussel, pour les deux mois qui viennent, bon vent !

J-M.P.

Coup de gueule Le mercato électoral

Si l'élection présidentielle n'engageait pas l'avenir du pays pour cinq ans, on pourrait presque rire de la valse des ralliements, trahisons et autres changements d'ânes. Car les défections qui, jusqu'à maintenant, se pratiquaient de manière plutôt artisanale, deviennent quotidiennes... A l'extrême droite et à droite, chacun a bien du mal à y retrouver ses petits. Il est vrai que les différences programmatiques sont suffisamment ténues pour permettre tous les transferts de soutiens... Plus révélateurs sont les ralliements à Emmanuel Macron. En faisant son marché, le chef de l'Etat a récupéré des membres très droitiers de LR, tel Eric Woerth ou Nathalie Bouchart. Ce qui n'a rien d'étonnant vu la politique ultralibérale menée depuis cinq ans...

On pourra rétorquer que des anciens ministres de François Hollande ont rejoint le mouvement du président. Mais cela n'a plus rien de surprenant. Déjà en 2017, une part notable de la social-démocratie s'était recyclée chez celui qu'elle avait engendré. Alors quoi de curieux que l'ancienne ministre Marisol Touraine qui avait commencé à casser l'hôpital public rejoigne celui qui achève le boulot...

Mais ce grand mercato électoral dont les médias font leurs choux gras reste à cent lieues des préoccupations de l'immense majorité de notre peuple.

René Granmont

Inscription sur les listes électorales

7,6 millions de français sont considérés comme mal-inscrits et 5,2 millions sont tout simplement non-inscrits. Cela représente 25% des électeurs, soit 1 électeur français sur 4 qui ne pourra pas voter le 10 avril.

Pour l'élection présidentielle, la date limite d'inscription sur les listes électorales est fixée au mercredi 2 mars 2022 en ligne et au vendredi 4 mars 2022 en mairie. Pour les élections législatives, la date limite d'inscription est fixée au mercredi 4 mai 2022 en ligne et au vendredi 6 mai 2022 en mairie.

Après le 4 mars, il ne sera plus possible de participer à l'élection présidentielle. Alors que les derniers scrutins, municipales en 2020, départementales et régionales en 2021, ont été marqués par une très forte abstention, chacune, chacun peut vérifier que sa famille, en particulier les plus jeunes et ses amis sont bien inscrits, et les inciter à le faire s'ils ne le sont pas !

Transports et mobilités

Interview

Quel avenir pour les transports ?

Nous avons interrogé Jean-Luc Gibelin, vice-président communiste du Conseil régional.

Quels sont les dangers qui pèsent aujourd'hui sur l'idée même d'un service public de qualité, qui réponde vraiment à l'ensemble des besoins des usagers ?

• La remise en cause du service public est particulièrement claire dans les projets des candidates et candidats de droite et de son extrême. La réduction des dotations financières de l'État pour les régions par exemple, concrétise aussi la volonté gouvernementale par rapport aux services publics. Les mobilisations et la vigilance des ayants-droits au service public sont donc indispensables aujourd'hui comme hier.

Quelles sont les exigences que vous faites avancer dans le cadre de la majorité régionale, face à l'État et à la direction SNCF ?

• Dans le mandat régional précédent, nous avons créé le service public régional : Lio. Il se décline dans la convention TER, dans les transports scolaires et routiers interurbains, dans les pôles d'échanges multimodaux, dans les transports doux avec notamment le plan vélo. C'est un point d'appui précieux. Concernant la contention liant la région et SNCF

voyages, nous allons engager de nouvelles discussions pour pouvoir donner encore plus de temps à la SNCF pour faire mieux et plus de train.



Plus près des P-O., plusieurs dossiers sont dans l'actualité : Le Train Rouge, le Train Jaune, et le Train des primeurs ?

• Je suis venu à Perpignan le 15 février à la réunion présidée par le préfet au sujet du Train Rouge. En effet, c'est surtout l'État qui n'as-

sume pas ses responsabilités pour une ligne qui conserve un potentiel fret et qui doit rester dans le réseau ferroviaire national. J'ai insisté sur la nécessité que l'État donne une visibilité de son engagement sur plusieurs années et que SNCF Réseau précise les calendriers de travaux et les phasages. Je reviendrai défendre ce dossier.

• J'ai aussi eu ces derniers jours plusieurs réunions avec le comité pour le Train Jaune notamment pour confirmer l'engagement sans faille de la Région pour le Canari. Ce fut le cas sur l'infrastructure, c'est le cas sur la rénovation à l'identique du matériel historique, la future acquisition de matériel roulant complémentaire pour avoir un développement de l'offre du Train Jaune.

• Le train des primeurs reste une préoccupation. J'ai eu l'occasion de rencontrer à plusieurs reprises les dirigeants du consortium Fret SNCF pour insister sur la nécessité absolue de maintenir un départ depuis le marché Saint-Charles dans la seconde organisation de la reprise du train décidée par le gouvernement.

Propos recueillis par Michel Marc

Plus de 1000 cheminot.es appellent à voter Fabien Roussel

Extraits

Nous avons besoin d'un candidat qui porte des propositions concrètes pour bousculer l'opinion publique et donner des perspectives politiques à nos luttes. (...). Nous, cheminot-e-s de toute la France, lançons un appel à soutenir la candidature de Fabien Roussel pour construire la France des Jours Heureux. Parce qu'il est temps de redonner les moyens aux cheminot-e-s d'assurer un service public ferroviaire digne de ce nom, sous monopole de l'État avec le retour à une entreprise intégrée. Et plus loin dans le texte : Parce que la mise en concurrence des salarié-e-s des différents modes de transport n'amène pas de solutions efficaces face aux enjeux sociaux et environnementaux et ne répond pas à l'enjeu d'intensifier le trafic ferroviaire afin de répondre aux besoins des usagers. Enfin, Parce que le Parti Communiste Français a toujours été aux côtés des Cheminot-e-s lors des luttes pour la défense du service public, des retraites, des salaires et surtout pour de nouveaux pouvoirs des salariés dans l'entreprise. Nous, cheminot-e-s, appelons à ce qu'un maximum des salarié-e-s du ferroviaire viennent relever le défi des Jours Heureux lors de ce printemps présidentiel et législatif.



Lundi 28 février

Journée transports et mobilités

Avec la participation de Jean-Luc Gibelin, vice-président du conseil régional.

9 h : Site de Saint-Charles à Perpignan. Thème : *Fret ferroviaire et transition écologique.*

13 h - 15 h : Table ronde à Rivesaltes domaine Rombeau avec les élus et associations de la vallée de l'Agly.

16h : Distribution de tracts à la gare routière.

17h 30 : Rassemblement et réunion publique devant la gare de Perpignan

Le retour du rail

A l'heure de la catastrophe climatique qui s'annonce, le rail doit redevenir la clé de voûte des mobilités dans notre département. Les outils existent, la volonté politique doit faire le reste.

Les Communistes du département ont lancé le débat sur la nécessaire réhabilitation du transport ferroviaire dans les P.-O. La dégradation de la situation environnementale,

mais dont la SNCF doit être le maître d'œuvre, en concertation avec le Département et l'État. Ce projet, mis à la discussion avec la population et les cheminots, donc amendable, est notamment

lignes de chemin de fer utilisables. Ce n'est pas le cas partout. » Ce projet consisterait à redynamiser le réseau existant (Perpignan-Cerbère et Perpignan-Latour-de-Carol) et de relancer le transport de voyageurs sur les lignes Perpignan-Céret et Rivesaltes-Axat. Pour Nicolas Garcia, l'objectif est de « remettre sur les rails les voyageurs, y compris les scolaires, en créant de nouveaux arrêts tels l'université, Saint-Charles, Corneilla-Del-Vercol ou encore Thèza, la liste n'est pas limitative, et en proposant des trains réguliers, toutes les demi-heures, gratuits ou à 1 euro. »

possibilités de création d'emplois salariés de la SNCF dans le département. L'élu d'Elne précise que « le volume de trajets du réseau de bus resterait le même qu'aujourd'hui, sauf qu'il serait repensé pour devenir complémentaire du réseau ferré (liaisons entre gares et collèges ou entre villages) »

L'État et la SNCF doivent assumer leurs responsabilités

« Il ne s'agit pas pour les collectivités de se substituer à l'État et à la SNCF, mais précisément d'amener ces derniers à une table ronde pour qu'ils prennent leurs responsabilités, à savoir la remise à niveau de l'infrastructure et le développement du ferroviaire. L'avenir du département, la santé des populations et la sauvegarde de la planète sont antinomiques avec la présence de bouchons routiers chaque matin sur les routes départementales », précise Nicolas Garcia. Et de conclure, « Si l'on veut réduire les pollutions essentiellement dues aux véhicules roulant dans les P.-O., il n'y a pas d'autre choix. La modernité est là ! ».

Roger Rio.



La réhabilitation du transport ferroviaire dans les P.-O., une nécessité.

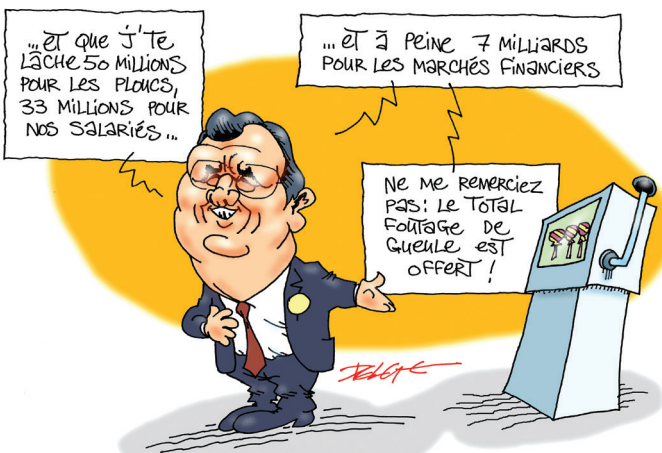
l'accélération du changement climatique, la saturation de nos axes routiers, sont autant d'éléments qui militent pour la mise en place d'un maillage cohérent du transport de voyageurs au travers du projet qu'ils ont appelé « RER catalan », en référence au système existant dans la région parisienne,

défendu par Nicolas Garcia, maire d'Elne, 1er vice-président du Département. Il y est d'autant plus sensibilisé que sa commune est une de ces villes qui pourrait bénéficier de cette petite « révolution » ferroviaire. Pour lui les choses sont claires, « les Pyrénées Orientales ont encore toutes leurs

Un investissement pour l'avenir du département

Pour l'élu illibérien le débat sur le coût d'une telle opération est vite réglé par les faits : « l'ensemble des investissements nécessaires à la réalisation du projet a été chiffré par les cheminots communistes à 100 millions d'euros pour l'ensemble des travaux sur le département. La seule rocade de Perpignan a coûté 350 millions d'euros, soit plus du triple ! ». Cette proposition est porteuse de

14 milliards de bénéfices en 2021 pour Total; le PDG fait un geste



Habilité à la parution de vos **annonces légales**.
Contactez-nous par mail : legales@letc.fr

Bains de St THOMAS ÉTÉ/HIVER

SOURCES NATURELLES d'EAUX CHAUDES

10h à 19h40 et de 10h à 20h40

Fontpedrouse - Tél. 04 68 97 03 13 www.bains-saint-thomas.fr

Train jaune

Quel avenir pour le Train jaune ?

Le comité d'usagers du Train jaune trace les perspectives de développement de la ligne.

Avec le Plan Rail (État, Région, SNCF) la Région s'engage à développer davantage le transport ferroviaire, le Train jaune va bénéficier de ces investissements. L'acquisition de matériel neuf et la modernisation du système d'exploitation permettront de raccourcir le temps de circulation. La mise en accessibilité des gares et les pôles d'échanges Multimodaux sont en cours. La Région fait la pré-étude et le Département prend la maîtrise d'ouvrage. Il suffit aux communes de postuler afin d'intégrer le programme. Sont aussi concernés et en phase opérationnelle, les pôles d'échange multimodal (PEM) de Mont-Louis, Font-Romeu et Bourg-Madame (bus, vélos électriques, navette). Les groupes scolaires bénéficient d'un tarif spécial de 1 euro par élève. La rénovation tant espérée entre donc dans sa phase la plus décisive.

L'organisation des travaux

Nous sommes les premiers à déplorer une organisation des travaux qui implique les suppressions intempestives de circulations par la SNCF sans préavis et les périodes de fermeture trop longues à des dates inadaptées (vacances scolaires) Elles contribuent à dégrader le service et renvoient l'image d'un train peu fiable. Le mécontentement des usagers grandit et le Comité d'usagers peine à lever les doutes. Nous savons l'importance que revêt ce train pour les usagers et les élus attachés au développement durable de leur territoire. Nous savons aussi que la rénovation de la ligne et du train est une entreprise de très grande envergure. Le re-

nouvellement des voies est quasiment achevé, mais il reste encore de nombreux chantiers : l'alimentation électrique et les 650 ouvrages d'art ont besoin d'une sérieuse restauration.

L'engagement de la Région

La Région, par la voix de son vice-président Jean Luc Gibelin, confirme son engagement, note les avancées réalisées sur l'infrastructure, constate qu'il reste encore fort à faire et témoigne de la volonté de SNCF Voyageurs d'améliorer la desserte, permettant un retour à

vilégié. Il est en demande d'un échancier de la rénovation. Il sollicite d'être associé au cahier des charges du futur matériel complémentaire à acquérir, il propose d'utiliser la Z103 dans sa livrée ancienne comme remorque (animations à thèmes), de valoriser la Z103 comme embryon du musée du train jaune sur toute la ligne, de réparer la Z103 en chantier participatif (lycée de Prades/atelier de Villefranche) et d'améliorer la réservation pour les vélos.

Le Comité d'Usagers reconnaît cependant des avancées notables : les tarifs (succès du 5€ cet été et cet hiver), les réservations et le nouveau site internet letrainjaune.fr. La cible à atteindre c'est le retour à un service public ferroviaire non dégradé avec, en cette période transitoire, la volonté de préserver la clientèle touristique.

Le train, c'est l'avenir de la mobilité

Diminuer l'impact environnemental est devenu une urgence. La dépendance à un seul mode de transport est dépassée. Le train, la voiture, le bus et la mobilité douce sont complémentaires. Pour ça, il s'agit de renverser la tendance, utiliser le Train Jaune comme alternative aux déplacements tout voiture et pas uniquement comme attraction touristique. Un train tout public, sur lequel on peut compter au quotidien, une valeur sûre pour l'économie du territoire. Et pour défendre ce service public, nous avons besoin de tout le monde, les usagers, les cheminots, les élus et les professionnels du territoire.

Le bureau du comité d'usagers



©Camping les pins

un vrai service public régulier et fiable. Depuis 2015, les engagements financiers reposent essentiellement sur la Région.

Le Comité d'Usagers mobilisé

De son côté, le Comité d'usagers exprime sa position délicate, disposant de trop peu d'informations pour répondre aux questions posées par le territoire qui, par ailleurs, reconnaît le Comité comme interlocuteur crédible et pri-

radio @rrels

Éducation

La laïcité à l'école

Les approches contradictoires et pourtant péremptoires sur la laïcité de nombreux politiques ont conduit la FSU à organiser un stage d'information pour éclaircir le principe de laïcité.

Le débat autour du voile à l'école, les incidents lors de la minute de silence en hommage à Samuel Paty, les photos de la campagne Blanquer sur la laïcité ont semé le trouble dans l'esprit des enseignants, voire des élèves. La FSU a donc organisé un stage-débat sur la laïcité animé par Paul Devin, président de l'Institut de recherches de la FSU.

Dans son exposé, Paul Devin a tout d'abord rappelé que « laïcité » et « école » ont toujours été indissociables. Sa rétrospective historique a démontré qu'au fil des siècles deux conceptions de l'école se sont toujours affrontées. Dès 1793, Condorcet souhaitait une école indépendante du pouvoir religieux chargée de former des citoyens. En 1850, la loi Falloux réintroduit le contrôle des écoles par les religieux. Après l'échec de la Restauration, la III^e République réaffirme les enjeux démocratiques de l'instruction, à savoir transmettre les valeurs républicaines. Au début du XX^e siècle, le pouvoir de l'Église est

énorme. Le bras de fer anticlérical aboutira à la loi de 1905 qui affirmera la « liberté de culte » et la « liberté de conscience ». Vichy consacre le retour de la civilisation chrétienne. A la Libération, le conseil national de la résistance inscrit la laïcité dans la constitution. La rupture est marquée par Sarkozy en 2017. Dans son discours de Latran à Rome, il revendique les « racines chrétiennes de la France ». « Une atteinte à la laïcité de la République » dénoncera l'Appel laïque.

La responsabilité de l'école

Dès 2004, le rapport Obin pointait l'influence grandissante de l'islamisme dans les écoles françaises et accusait les enseignants de renoncement. Ce rapport, dénoncé par l'Inspection générale car basé sur des exceptions, a cependant été rendu public par la presse et souvent repris après l'assassinat de Samuel Paty. Les diverses enquêtes sérieuses réalisées depuis montrent au contraire l'engagement toujours prégnant des enseignants à inculquer les



© Adobe stock

valeurs de la République. voire même l'adhésion d'une majorité des élèves. L'école reste parfois le seul service public à prôner l'égalité et la tolérance. D'autant plus dans des territoires dits « perdus », en fait abandonnés. Car il ne peut y avoir de laïcité sans justice sociale. Les identités plurielles peuvent permettre une coexistence dans un creuset commun. Comme l'a dit le président de la ligue des droits de l'homme en 1959 « la diversité est un bien suprême qu'il faut souhaiter ».

C'est plutôt l'absence de mixité sociale qui est à déplorer. Autre dérive, la présidente du Conseil supérieur des programmes souhaite réformer l'enseignement de l'éducation morale et civique. Elle prône un retour à l'instruction plutôt qu'à l'éducation. Or former un citoyen ce n'est pas le faire adhérer à des principes, mais lui permettre de faire siennes ces valeurs. L'éducation ne peut pas être comportementaliste. La laïcité ne peut pas être prosélyte.

A.-M. Delcamp

Lycée

La réforme et les inégalités de genre

La réforme des lycées a conduit à 25 ans de recul sur les inégalités de genre en mathématiques

Les conséquences de la réforme du lycée deviennent évidentes. Malgré les dénégations du ministre, cette réforme a considérablement aggravé les inégalités entre filles et garçons dans la formation mathématique. En effet, depuis 1994, la part des filles en terminale S progressait régulièrement. Or, en 2021, après deux ans de réforme, cette part, en chutant de 8 points, est redescendue au-dessous du niveau de 1994. Aujourd'hui seulement 25 % des filles ont un enseignement de mathématiques de plus de 6 heures contre plus de 45 % en 2019. En première générale, près de la moitié des filles abandonne les mathématiques en fin de seconde alors que, jusqu'en 2018, elles étaient environ 83 % à poursuivre un enseignement mathématique. « Les conséquences de cette rupture sont désastreuses, tant pour l'avenir des filles que



© Adobe Stock

pour la formation en mathématiques de l'ensemble des citoyennes et citoyens » dénoncent les sociétés savantes et associations de mathématiques. Et ce, pour deux raisons. En premier lieu, une grande majorité de filles se ferment ainsi les portes de la plupart des études scientifiques, privant la société d'une part importante de jeunes scientifiques pour faire face aux nouveaux enjeux technologiques et environnementaux. En second lieu, les métiers de l'enseignement fortement féminisés, en particulier dans le premier degré, vont subir un déficit de formation préjudiciable, à l'heure où la France se trouve dans les derniers pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques en mathématiques à l'école et au collège. On ne peut donc que s'inquiéter de l'entêtement stupide du ministre Blanquer qui ne veut pas revenir sur sa réforme et ne propose que des infléchissements inopérants...

René Granmont

Santé

Un grand service public de la santé !

La CGT retraités 66 a organisé un débat avec Christophe Prudhomme, médecin urgentiste et dirigeant la Fédération de la CGT Santé.

Environ 80 retraités se sont retrouvés à Alenya le 15 février dernier, mais aussi des actifs et des citoyens non syndiqués à la CGT sont venus pour écouter et débattre avec celui qui, inlassablement, depuis de très nombreuses années, allie son métier à la passion de la solidarité collective. Christophe Prudhomme a défini les enjeux de l'avenir en insistant sur la nécessité de faire à la fois simple et efficace pour que les conditions de soin de tous les citoyens soient les mêmes sur tout le territoire et quelle que soit leur origine sociale et professionnelle. Un grand service public de la santé permettant une prise en charge à 100% par la Sécurité sociale dans les conditions de la société

actuelle c'est possible à condition de faire en sorte que le service de santé public soit réorganisé à partir d'une cohérence entre la médecine de proximité impulsée par la généralisation des centres de santé et l'hôpital public. Pour cela, il faut évacuer le parasitisme des investissements privés des grands groupes de pression qui maintiennent les inégalités et affaiblissent tous les rouages du parcours de santé. Le rôle des mutuelles a été évoqué, conçu comme une complémentarité et non comme une substitution du rôle de la Sécurité sociale.

Sur la perspective d'un changement urgent de politique de la santé comme sur les moyens qu'il faut pour le permettre, l'échange



a été fructueux et suffisamment enthousiaste pour imaginer une forte mobilisation sans laquelle la situation actuelle risque bien de continuer à s'aggraver, notam-

ment dans ce département des P.-O. où 60% de l'offre de soin est privée.

Yvon Huet

Social

Grève chez VIA au Boulou

Avec leur syndicat CGT, une partie importante des salariés de l'entreprise ont cessé le travail quelques heures, dimanche 20 et lundi 21 février.

Les salariés en grève chez VIA, qui gère au Boulou l'exploitation des lignes d'autoroutes ferroviaires, revendiquent de meilleures conditions de travail, avec « la suppression des coupes nuits », la « mise en place de vraies pauses repas », la rénovation de matériel utile au travail, un réfectoire



digne de ce nom avec un point d'eau et « une trousse Opérateur complète par équipe ». Il s'agit là de mesures concernant la sécurité des salariés et le bien-être au travail. D'un

autre côté, ce sont les salaires et les revenus qui sont mis en avant. Les salariés demandent des augmentations générales de 7 %, la mise en place d'une grille salariale et d'autres aménagements concernant les primes et les heures supplémentaires. Ces revendications, portées devant la direction, n'ont pas reçu de réponses. Ils ont donc décidé de la grève.

Une grande entreprise opaque

Sur son site officiel, la société localisée à Levallois-Perret, en région parisienne, annonce pour l'année 2019 un chiffre d'affaire de 26 millions d'euros. Rien n'est dit sur les résultats d'exploitation. Ce qui interroge, c'est l'effectif salarié affiché. « Son effectif est compris entre 20 et 49 salariés ». Bigre ! Sur le seul site du Boulou, ils sont déjà 83 (dont une vingtaine d'intérimaires), qui travaillent 7 jours sur 7, 365 jours par an, 24h/24. Doit-on y voir là les moyens de ne pas respecter la législation en matière d'instance de représentativité des salariés ? Le ferrou-

tage donc, les remorques de semis venant d'Espagne pour le Luxembourg ou l'Angleterre (Calais) sur les trains reste une belle activité, pérenne et promise à un bel avenir. Rappelons que l'entreprise, aujourd'hui privée, faisait partie de l'entreprise nationale SNCF qui l'a cédée. Depuis plusieurs mois, le trafic est en nette augmentation et les clients se font plus nombreux, hausse des carburants et des tarifs autoroutiers obligent. « Nous avons multiplié par deux l'activité en quelques mois et, de 6 trains par jour en 2021, nous sommes passés à 12. Le dimanche même, de 2 nous sommes passés à 6 » déclare ainsi l'un des salariés en grève. Il rajoute aussitôt « et nous sommes au Smic ! J'y travaille depuis 5 ans et je reçois 1200 euros net, ce n'est plus admissible ! ». Dans l'après-midi, les délégués du personnel rencontraient la direction locale. « La direction nous a dit apporter des réponses dès la fin de la semaine. Nous avons donc suspendu le mouvement ».

Michel Marc

Conseil départemental

Département solidaire

La première session publique de l'année au Conseil départemental s'est tenue le 17 février.

A l'ordre du jour de la dernière session publique du Département vingt-six rapports dont une motion. Annoncée par Hermeline Malherbe lors des vœux à la presse de la majorité départementale, la constitution de la structure TRIO fut le premier rapport débattu ce 17 février. Cette Société Publique Locale (SPL) permettra d'accompagner les acteurs locaux dans la définition d'une stratégie et la structuration de l'offre touristique. Le Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple de la Vallée du Carol, le Syndicat Intercommunal d'Exploitation du Cambre d'Aze et la commune de Formiguères s'associent au Département pour ce projet avec lequel la collectivité se fixe deux objectifs : "valoriser, amplifier et innover à partir des

valeurs partagées par toutes les stations de montagne et donner à chaque station les moyens de développer une offre différente mais complémentaire". Lola Beuze, conseillère départementale communiste, sera l'une des administratrices de la SPL.

Chef de file des solidarités

Au cours de cette session publique, le Département a montré une fois de plus sa capacité à apporter des réponses concrètes aux difficultés que rencontre la population. Alors que sept millions de françaises et français ont des difficultés liées à la mobilité, Rémi Lacapère, en charge de l'insertion, a porté, avec la majorité départementale, le projet d'une plateforme départementale de la mobilité solidaire afin, selon le

vice-président, de lever ce qui constitue un frein pour l'accès à un emploi ou une formation. Françoise Fiter, vice-présidente en charge des personnes âgées et personnes handicapées, est intervenue, pour sa part, sur la question de l'autonomie, véritable enjeu de société. Présentée lors de cette session, la feuille de route stratégique dans le cadre de la convention pluriannuelle entre la CNSA et le Département fixe les différents objectifs de la collectivité, notamment l'amplification de la politique d'accueil sur l'ensemble du territoire et la simplification des procédures. Pour l'élue, ces objectifs sont en adéquation avec la volonté qui est la nôtre de mettre en œuvre des politiques de l'autonomie de haut niveau.

D.A.



Calçotades

- És temps de calçots! Acabo de menjar-ne i servits dins d'una teula si us plau!

- Molt bé! De pas, és estrany com els calçots s'han posat de

moda! Fa pocs anys gairebé ningú no en coneixia ni el nom d'aquest costat de la frontera...

- i de l'altre costat no gaire més! Era cosa del sud de Catalunya, del costat de Valls. A les comarques de Girona se'n podien trobar a molt pocs llocs. Recordo un restaurant a Sant Martí d'Empúries, conegut de mig món justament perquè ho proposava i on havíem anat amb els pares alguna vegada expressament per menjar-ne. Ells sabien de què anava, i fins i tot el pare n'havia cultivat a l'hort!

- Lo interessant ara és que molta gent s'ha posat a fer-ne cultiu... lo que ha fet baixar els preus de manera espectacular! Fins i tot jo m'hi sóc posat. És clar per això que no són pas els meu dos cavallons que han influenciat els preus!

- En tot cas lo dels calçots ha sigut adoptat per tothom, i a la gent els hi sembla que és una tradició secular, per no dir mil·lenària!

- Això passa per altres coses. Per exemple, la magnífica practica dels castells, també originària de la zona de Tarragona, Valls, Vilafranca del Penedès... era lo mateix que pels calçots: no se'n coneixia l'existència i encara menys la pràctica més amunt del seu espai d'origen. Fins la sardana, que tot just té un poc més d'un segle d'existència, ningú segle per els aplecs d'aquest costat del Pirineom i que tothom es pensa que existeix des de la nit dels temps.

- Hi havia el « ball pla » de Prats de Molló per això!

- Sí, com tantes altres practiques de balls en rodó, a l'entorn del mar Mediterrani i més enllà! Mes queda que la sardana, tal com la coneixem avui, és molt recent.

- Plega au! si ni de la sardana no podem confiar en l'eternitat!

- I què? Una tradició per molt antiga que sigui, ha calgut que comencés un dia o l'altre no? I una cultura de debò, per quedar en vida, necessita que tradicions neixin, se superposin, desapareguin... de vegades tornin...

- Vols dir que es per això també que els catalans tenen una cultura de debò?

- Home!

C&C

Apiculture

Bon anniversaire !

Unique en Occitanie, la miellerie collective d'Ortaffa propose un miel 100% catalan et fête son premier anniversaire.

Le projet de coopérative, initié depuis 2015, a vu le jour en février 2021 grâce à quatorze apiculteurs qui ont mutualisé les moyens pour améliorer la production de miel et créer cette miellerie collective à Ortaffa, inédite dans toute la région d'Occitanie. En mutualisant leurs moyens, les apiculteurs ont pu acquérir du matériel plus performant et bénéficier de conditions optimales d'exploitation. La mise en commun de la production permet d'offrir aux clients un plus grand choix de variétés de miels. Grâce à l'entraide, ils gagnent en efficacité et en confort de travail tout en atteignant des marchés plus importants. Face à la fragilité des petites structures agricoles mises en concurrence sur les marchés de plein vent, cette miellerie coopérative propose aux consommateurs une production locale de proximité.

Un miel du terroir catalan

Le miel *Mellaterra* est issu de la récolte de ruches de tout le département des Pyrénées-Orientales, de la Cerdagne jusqu'au Vallespir. En pays catalan, les abeilles bénéficient d'une flore très riche : thym, romarin, lavande maritime, acacia, bruyère, châtaignier, chène, tilleul et buplèvre. Dès le lancement, ce sont douze tonnes de miel qui ont été apportées à la miellerie, un volume qui ne cesse d'augmenter.

Cette coopérative, centrée sur les personnes rassemble des individus de manière démocratique. L'investissement de la Région, du Département et de la municipalité est une réussite pour les coopératrices et coopérateurs d'Ortaffa qui fêteront leur premier anniversaire le vendredi 25 février à 15h30 à la miellerie et dresseront le bilan d'un an d'activité dans la convivialité et le partage.

Joëlle Allemant



-annonces légales-annonces légales-annonces légales-annonces légales-

M2L - Société Civile Immobilière - Au capital de 400 000 Euros - Siège Social : 39 Boulevard de l'Atelier- 66 240 SAINT-ESTÈVE - RCS PERPIGNAN 899 161 673

Aux termes d'un procès-verbal en date du 30/12/2021, l'AGE a constaté l'augmentation du capital social d'une somme en numéraire de 5 000 euros, par émission au pair de 50 parts nouvelles de 100 euros de valeur nominale chacune, ce qui a eu pour effet, de le porter de 400 000 euros à 405 000 euros. Les articles 1.2, 2.0.1 et 2.0.2 des Statuts ont ainsi été modifiés. Mention en sera faite au RCS de PERPIGNAN

CIRION - Société Civile Immobilière - Au capital de 2000 Euros - Siège Social : 39 Boulevard de l'Atelier - ZAC La Mirande - 66 240 SAINT-ESTÈVE - RCS PERPIGNAN 447 523 176

Aux termes d'un procès-verbal en date du 24/12/2021, l'AGE a constaté l'augmentation du capital social d'une somme en numéraire de 901 300 euros, par émission au pair de 90 130 parts nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune, ce qui a eu pour effet, de le porter de 2 000 euros à 903 300 euros. L'article 7 des Statuts a ainsi été modifié. Mention en sera faite au RCS de PERPIGNAN.

SAS PM, SAS au capital de 2000euros, siège social : Avenue de Rome, Grand Saint-Charles, 66000 Perpignan, 823 651 807

RCS Perpignan. Le 31/12/2021, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social aux activités d'entreposage, de logistique et de manutention à compter du 01/01/2022 et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts. Pour avis.

**B3P - Société par actions simplifiée au capital de 14 000 euros
Siège social : 12, rue Jules Pams, 66100 PERPIGNAN**

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à PERPIGNAN du 21 février 2022, il a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société par actions simplifiée

Dénomination : B3P

Siège : 12, rue Jules Pams, 66100 PERPIGNAN

Durée : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés

Capital : 14 000 euros

Objet : - l'acquisition, la détention, et la gestion de tous biens mobiliers et immobiliers, et notamment de titres de sociétés,

- dans le cadre de la gestion de titres de sociétés susvisée, toutes activités de prestations de services administratives, de gestion, financières, ou autres quelconques,

- l'animation de groupes de sociétés, toutes prestations entrant dans ce cadre,

Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

Agrement : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Président : Julien PASTOR, demeurant 12, rue Jules Pams, 66100 PERPIGNAN

La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

POUR AVIS

Le Président

Le Travailleur Catalan ne se fera pas sans vous!

Je fais un don de _____ € au profit exclusif du **Le TC**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de : " **Presse et pluralisme - opération Le Travailleur Catalan** " à l'adresse : Le Travailleur Catalan - 44 Av. de Prades - 66000 Perpignan

Je précise mes coordonnées :

Afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2011, acquitté en 2012

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Téléphone _____ Mail _____

Coupon à compléter et à retourner, accompagné de votre chèque, exclusivement à : Le Travailleur Catalan - 44 Av. de Prades - 66000 Perpignan



Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

Longue durée	Votre déduction	Il vous en coûtera
25 €	16,50 €	8,50 €
100 €	66 €	34 €
500 €	330 €	170 €

Les bénéficiaires éventuels sont les personnes qui ont droit au crédit d'impôt. Elles sont enregistrées dans le répertoire de la loi du 6 janvier 1978, dite Loi d'orientation sur l'édition. Vous bénéficiez, sur simple justification de votre identité, d'un droit d'accès, au regard de la réputation par l'avis de l'administration sans aucunement constituer une fin de non-recevoir.



Journal Le Travailleur Catalan Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMERIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€

1 an : 78€

Site+papier

1 an : 100€

Site 1 an : 66€

Nom, prénom : _____

N° : _____ Rue, bd, ave., etc. : _____ Nom de la voie : _____

Code postal ou cedex : _____ Ville : _____

Mail : _____ Tél : _____

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

Choisissez le plus beau métier du monde !

Le Département recrute 30 assistants familiaux. Et si c'était vous ?

Appelez le **04 68 85 87 01** et rejoignez notre équipe !

" Offrir un cadre familial bienveillant, qui les aide à grandir, c'est essentiel " Louisa, 38 ans

leDépartement66.fr



USAP

Parce que Toulon

L'USAP s'incline à Toulon (29-18) sans démériter. Frustration.

Il est bien vrai que les Catalans n'ont pas réussi à reproduire dans le Var la magnifique prestation réalisée deux semaines auparavant à Aimé-Giral face à Toulouse. Des occasions ratées, un manque préjudiciable de pragmatisme, un adversaire qui, étant donnée son aura, n'était que treizième du Top 14 et qui voulait doubler son rival au classement. Motifs suffisants pour voir les locaux de la Rade l'emporter et sortir ainsi de la zone rouge. Toulon ! Parce que Toulon ! Les médias s'étaient emparés de la situation jugée inappropriée des Toulonnais. Beaucoup de bruit dans la semaine précédant le match, Canal plus en avait, bien sûr, rajouté plusieurs couches. Et les Catalans dans tout ça ? Bof ! Comme d'habitude des faire-valoir. Jusqu'aux arbitres sensibles, inconsciemment espérons-le, à la fièvre toulonnaise...

Une sodomie arbitrale

Même si d'aucuns auront vu que les Catalans ont réalisé quelques déblayages au-delà non sanctionnés, trois ou quatre grattages toulonnais non récompensés, force est de constater que les touches pas droites des Vairois, quelques en-avants non sifflés auront influencé l'issue de la rencontre. L'essai refusé à Mathieu Acebes restera tout de même le Fait du Match. Comment peut-on refuser un tel essai alors que sur d'autres terrains des essais jugés semblables mais nettement plus contestables sont accordés en toute impunité ? Le capitaine sang et or, furieux, signale à l'arbitre son erreur. Pénalité contre l'USAP dix mètres plus loin ! Un joueur ne peut rien dire, un entraîneur pas plus. Lors de l'interview d'après-match Mathieu Acebes notera les erreurs de



le groupe USAP reste soudé face à l'adversité

son équipe, son manque d'efficacité près des lignes, mais à la question sur son essai refusé, agacé, il se contentera de dire : « Excusez-moi ! Mes coéquipiers m'attendent... ». Patrick Arlettaz, trop souvent ciblé par le corps arbitral, marmonnera un vague « l'arbitre dit qu'il y a faute... donc il y a faute ». Voici quelques saisons Mourad Boudjellal, alors président de Toulon, n'avait pas hésité à parler de sodomie arbitrale. Tout alla mieux ensuite. Il serait peut-être temps que monsieur Rivière, président de l'USAP, intervienne pour signaler le ras le bol d'un arbitrage incohérent et trop souvent au désavantage des Catalans. Depuis le début de la saison son club est arbitré comme un petit club qui, aux yeux de la Ligue

de Rugby et des médias, semble déranger dans la cour des Grands. À un moment donné il faut savoir prendre ses responsabilités et l'USAP ne s'en portera que mieux ! Malgré ces coups du sort les Catalans ont su revenir à six petits points de leurs hôtes alors qu'il restait à peine huit minutes à jouer (24-18). Que serait-il advenu si l'essai injustement refusé à Mathieu Acebes avait été accordé et transformé car en très bonne position ? L'USAP serait passée devant et tout eût été, dès lors, jouable.

Encore une fois dommage, une fois de trop !

Fins una altra !

Jo Solatges

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

www.letc.fr

TOURRES JEAN

Electricité
Climatisation
Pompe à Chaleur
Entretien
Dépannage
04 68 22 86 30

PROMOTION



TOURRES JEAN

Electricité ALENYA

**INDUSTRIE - TERTIAIRE
BÂTIMENT - CLIMATISATION**

1, Place Henri Sayroux - 66200 ALENYA
www.electricite-jeantourres.eu

Tél : 04 68 22 86 30 / 06 11 23 55 12 - Email : marje66@jeantourres.com

Pentathlon moderne

Le Trophée Christophe Ruer aura lieu à Perpignan les 26 et 27 février. Entretien avec Hyacinthe Carrera, président du club de Perpignan

Le club de pentathlon de Perpignan est coutumier de l'organisation de compétitions. En quoi celle du prochain week-end est-elle originale ?

Tout d'abord, il s'agira d'une compétition de pentathlon « complet », le format olympique, avec ses cinq disciplines que sont la natation, l'escrime, l'équitation et enfin le laser run, qui combine course et tir. Le pentathlon ce sont en effet aujourd'hui plusieurs sortes de pratique et de compétitions, qui vont du laser run au tetrathlon et celles de Pentathlon, difficiles à organiser, sont assez rares. Ensuite, ce sera l'occasion de mettre en place le nouveau format, qui sera celui des jeux olympiques de Paris 2024 où la finale se déroulera en une heure et demie. Cela suppose évidemment que toutes les installations soient concentrées sur un même lieu. C'est ce qui explique que la finale du dimanche soit en réalité scindée en deux: l'équitation se déroulera au centre équestre de l'UDSIS à Saint Cyprien dès 8h30, mais ensuite on pourra suivre les quatre autres épreuves à Perpignan, au Parc des Sports et à la piscine du Moulin à Vent, en une heure (à partir de 12h30 pour les hommes et de 14h30 pour les femmes).

Le programme mentionne la présence de plusieurs délégations étrangères ?

Oui, nous avons invité des pays limitrophes pour durcir la compétition et mieux préparer

les prochaines échéances internationales. Si le COVID freine encore les déplacements des anglais et des italiens, le Ruer comptera avec une présence d'allemands, de Suisses, de Belges et

bien entendu de nos voisins espagnols, avec lesquels nous entretenons depuis longtemps des relations suivies et fraternelles.

Vous évoquez les compétitions internationales, quel sera l'effet de

la compétition de Perpignan pour les français ?

Il sera capital. En temps normal, c'est le rendez-vous qualificatif pour les coupes du monde de l'année, conjointement avec les championnats de France qui se déroulent traditionnellement à l'INSEP, à Paris. Or, cette année, toujours pour des raisons sanitaires, ces championnats n'ont pas pu jouer ce rôle. Ainsi, le Ruer devient de fait l'échéance exclusive pour ces qualifications !

Un rendez-vous important, donc, qui doit concerner de bons athlètes ?

En réalité, tous les meilleurs français seront présents, Élodie Clouvel en tête, elle qui a apporté une médaille au club de Perpignan aux J.O. de Rio, avant de rejoindre Saint Étienne, sa ville natale ; mais aussi les trois autres participants aux J.O. de Tokyo où Marie Oteza, Valentin Prades et Valentin Belaud ont figuré comme elle dans les dix premiers, même s'il n'y a pas eu de médaille cette fois; et encore l'ensemble des autres meilleurs français, dont les perpignanais Brice Loubet et Paolo Singh, eux-mêmes en course pour la qualification aux J.O. de 2024.

Une belle manifestation en perspective, donc, à laquelle on peut convier tout le monde ?

Bien sûr ! D'autant plus qu'elle est gratuite !

La rubrique du randonneur

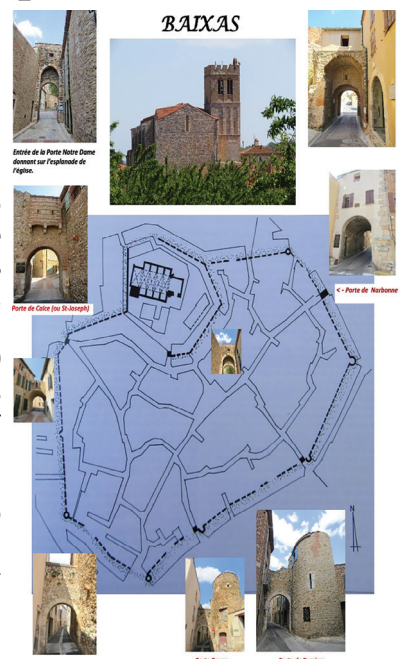
Le P.O.T. Rando' Club propose...

Dimanche 27 février 2022. Réputé pour ses vins prestigieux, Baixas l'est aussi pour le monumental retable baroque de son église, dont on dit qu'il est le plus grand du monde.

Les premières mentions connues du lieu de Baixas remontent en l'an 843 sous la forme de Baxianum ou encore Baxianos, dans un jugement et une déclaration de témoins lors d'un « plaid » (assemblée des grands Comtes et Evêques à l'époque franque) tenu à Saint-Estève del Monestir. Il s'agit d'une simple mention puisque Baixas est cité parmi les limites de la Villa de Baho. Le terme de villa inclut tout le territoire d'une ville. Cependant, le lieu est habité dès la préhistoire car il a été retrouvé en 1976, au lieu-dit « Amaga la dona », une sépulture datant d'environ 18 siècles avant notre ère. L'aven de la Cova de l'Amaga la Dona, situé au nord-ouest de la commune, révèle en effet des vestiges de l'Âge du cuivre, incluant notamment les

restes de nombreux ossements humains ainsi que des silex, des parures diverses et des fragments de vases campaniformes. Au IXe siècle, le lieu de Baixas appartient aux vicomtes de Narbonne mais ceux-ci, en 925, cèdent le territoire au chapitre d'Elne qui en conservera la seigneurie jusqu'à la Révolution. (*) **Durée** : 4h. **Dénivelé** : 250 m. **Difficulté** : facile. Assurance journalière 3 €. Repas grillade : apporter apéro, vin, eau, viande... **Départ** : 8h45 au parking de la piscine du Moulin à Vent à Perpignan. Renseignement Jean-François 04 68 56 81 03 / 06 20 40 63 05.

(*) Plus d'info sur le site www.letc.fr rubrique département/sport/culture.



BD

Implacable bilan...

Res Publica, un remarquable outil critique pour faire le bilan des cinq années de pouvoir macronien.

Res Publica est une remarquable bande dessinée signée par David Chauvel et Malo Kerfriden qui dresse un bilan exhaustif de cinq années de présidence Macron et propose un portrait collectif de la résistance à sa politique à travers l'émergence du mouvement des gilets jaunes. Extrêmement complet, chiffré, sourcé, Res Publica est un réquisitoire implacable sur la transformation néolibérale du pays et la guerre sociale qu'elle engendre.

A l'approche de l'échéance présidentielle, il ne reste souvent à l'esprit que de vagues impressions pas assez précises pour débattre du bilan du « président des riches ». Or ce gros ouvrage offre la possibilité de tout nous faire revenir en mémoire avec une exhaustivité impressionnante. Une lecture dense et exigeante, mais accessible à tous grâce à sa forme – la bande dessinée – et surtout sa pé-

dagogique. Un album dont la qualité de l'écriture et la précision de la synthèse sont impressionnantes. Car la méthode des auteurs David Chauvel, scénariste, et Malo Kerfriden, dessinateur est rigoureuse : des faits et uniquement des faits, une chronologie précise et des éléments d'analyse portés par de nombreuses citations de protagonistes de tous bords : Emmanuel Macron au premier chef, mais aussi des ministres, des députés, des journalistes, des philosophes, des sociologues, des « résistants ». La rigueur du travail rend la critique du mandat d'autant plus percutante. Certes à charge, Res Publica n'est pas un pamphlet mais un outil critique qui est offert au lecteur.

R.G.

Res Publica, cinq ans de résistance, 2017-2021. David Chauvel et Malo Kerfriden. Editions Delcourt. 320 pages. 29,95 €.

Concert

Musique romantique

En la belle église Saint-Michel de Saint-Génis-des-Fontaines, les Amis d'Alain Marinaro proposaient un concert de musique romantique.

Invités, deux jeunes musiciens déjà riches de nombreux prix et récompenses, Gabriel Pidoux, hautbois et Jorge Gonzalez-Buajasan, piano, un duo franco cubain réuni autour de la musique romantique, de Clara et Robert Schumann, notamment. Des interprètes impeccables, sonorités vibrantes, phrasé incisif du hautboïste, toucher délié du pianiste, un son coloré, tout pour un dialogue de belle facture. Interprètes épatants, ces deux-là s'intéressent à l'histoire de la musique, une histoire qui est aussi celle de l'invisibilité des femmes. Ils avaient donc

fort judicieusement mis à leur programme un beau Poème de Marina Dranitsnikova dont l'histoire retient seulement qu'elle était la femme de ! Gabriel Pidoux insistait aussi sur le talent de Clara Schumann trop éclipsé par celui de son époux, pas spécialement féministe. Il évoquait un récent livre sur les femmes musiciennes occultées, dont la sœur du grand Wolfgang Amadeus, Mozart était une femme. Félicitations à nos deux artistes d'avoir donné voix à ces compositrices. A leur programme, également, Léopold Wallner compositeur



Hautbois et piano

belge du début du XXe siècle, intéressante découverte. Ils ont ainsi offert une passionnante immersion dans l'univers romantique, les titres des œuvres étant suffisamment éloquentes, Chant d'amour, Rêverie, Romances... Une musique pleine d'attraits, expressive, bienfaisante.

Nicole Gaspon

Archipel

Final de saison et adieux de Borja Sitjà

Après les aléas de la crise sanitaire, l'équipe de l'Archipel avait enfin pu convier, mercredi 16 février, le public à la présentation des spectacles du dernier trimestre de sa saison. D'avril à juin prochains pas moins de vingt spectacles, théâtre, danse, cirque, musique classique, musiques actuelles, jeune public. On notera *L'homme qui rit* pièce de Victor Hugo par la compagnie La licorne (1er avril), pour la danse, le retour de la compagnie Wang Ramirez (16 et 17 avril), *Le lac des cygnes* de Prejlocaj (12 et 13 mai), en musique classique *La passion selon Saint-Jean* d'Alessandro Scarlatti par la Cappella Mediterranea et Leonardo Garcia Alarcón, en jazz, Kyle Eastwood (5 mai), le fils de, et beaucoup d'autres à découvrir jusqu'à l'été. Moment très émouvant, les adieux de Borja Sitjà, directeur, dont le contrat n'a pas été renouvelé comme nous l'avions évoqué et déploré il y a quelques semaines.

Perpignan

Casa musicale **Blind test casa**, Samedi 26 février à 20 h 30. Entrée N.C « **Top10 Buzz Booser** ». Samedi 05 mars

Librairie Torcat, la Revue « **Gibraltar** ». Samedi 26 février à 15 h 30.

Entrée N.C Institut Jean Vigo, « **l'ordre Moral** » Projection-Cinéma Portugais.

Mardi 01 mars, à 19 h. 6,50 euros

Palais des Congrès, **Concert Théâtre, « Ary Abitan »**. Vendredi 04 mars, 20 h 30. 48 euros.

Palais des Congrès Théâtre, « **Constance – Pôts pourri** ». Samedi 05 mars à 21 h. 33 euros

Musée d'art hyacinthe Rigaud, **Visite hors des murs – Itinérance d'artistes**. Samedi 05 mars, à 15 h.

Entrée N.C Archipel. **Mellizodoble** » danse, Mercredi 09 mars à 20 h 30. Entrée N.C

« **Insula Orchestra-Concert symphonique** ». Vendredi 11 mars à 20 h 30.

Entrée N.C El Médiateur « **HIDE** » concert de Rock. Jeudi 03 mars, à 21h. Entrée N.C

« **MOONLIGHT Benjamin + Layé Kouyaté + Voodoo, Blues' Rock**. Jeudi 10 mars à 21 h. Entrée N.C

Alénya

Salle Machado, exposition « **Les découvertes anonymes** » et exposition « **Égalité Des Filles et des Garçons** ». Semaine des Droits Des Femmes. Mercredi 02 mars à 18 h. Entrée N.C

Argelès-sur-Mer

Cinéma Jaurès « **Les Musicales-Harp'N'Harp** ». Dimanche 27 février à 17 h. 5 euros

Cabestany

Bibliothèque **Atelier-Éducation aux Médias et à l'image**, Samedi 26 février à 14 h. Entrée libre.

Au centre culturel J.Ferrat, **Musique, « Festival en Kit »**. Vendredi 04 mars, 19 h. Gratuit.

Canet-en-Roussillon

Château des hospices, **Enologie et dégustation**. Samedi 26 février à 17 h. 25 euros.

Écoute du port, **Conférence « la Xème Symphonie »**. Mardi 01 mars à 18 h. Gratuit.

suivez-nous sur



Canohès

Théâtre du réflexe, **Pilule et André Vera** «Jamais pareil». *Dimanche 27 février à 17 h. 6 euros*

Céret

La Capelleta «**résonances, performances**» chantées. *Samedi 26 février à 15 h et 19 h. Dimanche 27 février, à 11 h / 13 h / 15 h. 5 euros*
«**Expo**», **Atelier Vernissage**. *Samedi 26 février à 17 h. Entrée N.C*

Ille-sur-Têt

Salle Catalane «**L'Art des Jardins 2022**» 20ème édition. *Samedi 05 mars, 10 h-18 h. 2 euros*

Le Soler

Médiathèque Martin Vivès **Conférence Zéro Déchet**. *Samedi 26 février à 10 h. Entrée libre.*
Église St Julien et Ste Baselisse, Concert de Gospel «chœur de Chauffe». *Samedi 05 mars à 16h. 8 euros*

Pia

Salle Jean Jaurès, **Spectacle de magie**. *Samedi 26 février à 20 h. Entrée N.C*

Prades

Théâtre de Prades, **semaine des droits des femmes « Les belles envolées » cinéma**. *Samedi 05 mars à 21 h. Entrée N.C*

Rivesaltes

Palais des fêtes. **Alain Sabbah chante Lama**, *dimanche 27 février. 10 Euros*
Théâtre, «**Pas de panique, y'a Monique**». *Samedi 05 mars à 20 h 30. 10 euros*

Tautavel

Musée de la préhistoire «**Vacances du musée au temps des âges glaciaires**». *Samedi 26 février au vendredi 11 Mars. Entrée N.C*

Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site



Commémoration

Éxil des Républicains espagnols

De nombreuses manifestations dans plusieurs communes du département ont marqué les vingt ans des chemins de la Retirada.

D'Argelès-sur-Mer à Collioure en passant par Elne et La Jonquera, le week-end dernier a été marqué par plusieurs manifestations visant à commémorer la Retirada mais aussi les vingt ans des Chemins de la Retirada initiative de l'association FFREE. Marche symbolique, hommages, témoignages, salon du livre, exposition film, concerts ont rassemblé beaucoup de monde, hommes et femmes qui refusent l'oubli, qui entendent faire vivre les leçons de l'histoire. Dimanche après-midi, la salle Carrère à Argelès-sur-Mer était une vraie ruche. Un salon du livre sur la guerre d'Espagne et les exils y occupait une belle place. Beaucoup d'écrivaines, d'écrivains, des éditrices, des éditeurs, et un nombre remarquable d'ouvrages sur le sujet, preuve qu'il n'a pas fini d'être exploré, ce qui est une bonne nouvelle. On pouvait également voir une exposition hommage à Theresa Rebull, Républicaine, résistante et chanteuse. Autre exposition, Les couleurs de la liberté, réalisée par les élèves du lycée de Céret, très émouvante, sur chaque planche un ou une enfant d'exilés évoque en une phrase son vécu, l'impact sur la famille. La journée se clôturait en chansons avec la chorale Voix libres et celle de Saint-Génis-des-Fontaines. La première célébrait avec beau-

coup de conviction les 150 ans de La Commune avec les chants de JB Clément, Eugène Pottier, Jean Ferrat, et des textes dont le sublime Dormeur du val de Rimbaud.



Les choristes dirigés par Anne Patruix

Sous la direction empathique d'Anne Patruix, la chorale de Saint-Génis proposait un florilège de chants de lutte et d'exil, en catalan, en castillan, en espagnol. Hymnes républicains, Santa espina, chansons de Theresa Rebull, de Luis Llach, et même, plus inattendu, cet Aller sans retour de Juliette. Une chorale impressionnante par sa dimension et son engagement sans faille, un émouvant final pour ces journées commémoratives.

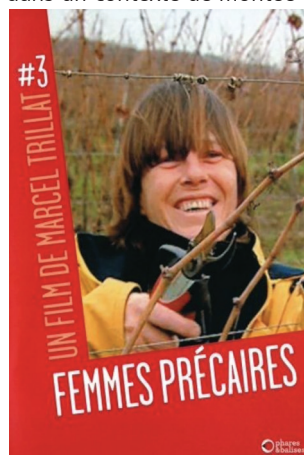
NG

Film féministe

Femmes précaires

L'association LSR et la CGT 66 organisent le 8 mars prochain au cinéma Castillet la projection d'un film documentaire relatif aux inégalités femmes/hommes.

Dernier volet d'une trilogie consacrée au monde ouvrier, après 300 jours de colère et Les Prolos, le film de Marcel Trillat Femmes précaires décrypte les paradoxes de la condition des femmes travailleuses de la France contemporaine, héritières des conquêtes d'un siècle de luttes féministes et victimes en même temps de la persistance des discriminations, parfois de leur aggravation, dans un contexte de montée du chômage et de la précarité, de déréglementation généralisée, de flexibilité, de travail à temps partiel imposé. Malgré les lois qui leur ont conféré l'égalité des genres, elles subissent encore bien trop souvent la violence masculine dans leur vie privée et le harcèlement psychologique et sexuel dans leur vie professionnelle. Ayant été payées 20% en dessous du salaire des hommes, beaucoup vivent avec des retraites de misère. Ce film s'ajoute à tous ceux qui, aujourd'hui, ont permis que la parole se libère et ne laisse plus tranquille ceux qui pensaient grâce à leur pouvoir être à l'abri de tout compte à rendre. Les mauvaises habitudes ne s'évanouissent pas seulement avec des mots d'ordre. Il faut de la pédagogie et de l'insistance. Marcel Trillat, sur ce sujet comme sur d'autres, a su pendant toute sa carrière de cinéaste saisir les instants de la vie qui donnent à la lutte quotidienne une dimension prioritaire.



Cinéma le Castillet, 1 bd Wilson, 66000 Perpignan, le 8 mars 2022 à 15 h 30

Yvon Huet

Les riches et la révolution

L'intérêt du journalisme, de l'observation de la vie publique, des prises de position des uns et des autres est d'être très souvent confronté à des surprises, à des propos inattendus qui vont un peu à l'encontre de ce que vous croyez.

Au cinéma Castillet de Perpignan, présentation en avant-première d'un film sur Monique et Michel Pinçon-Charlot, joliment intitulé « *A demain mon amour* », réalisé par Basil Carré-Agostini qui les a suivis durant plusieurs mois pour un documentaire retraçant leur combat contre le capitalisme. Les Pinçon-Charlot, vous connaissez et comme moi, vous les regardez avec beaucoup de sympathie. Ce couple de sociologues, travaillant au CNRS, a consacré ses recherches aux classes supérieures de la société et plus particulièrement à la grande bourgeoisie parisienne qu'ils ont infiltrée avec un œil sans complaisance. Il est surprenant que les intéressé.e.s se soient laissés prendre au jeu, sans doute le sentiment d'être un monde à part, digne de la curiosité qu'ils/elles pouvaient susciter.

Les Pinçon-Charlot

En disciples de Pierre Bourdieu dont ils se revendiquent, ils ont mis à jour des concepts qui, pour des citoyens sensibles à la lutte des classes, sont fondamentaux : ségrégation urbaine, homogamie et bien sûr reproduction sociale. Ils ont publié entre autres *Voyage en grande bourgeoisie*, et avant leur retraite en 2007 un titre parlant *Les Ghettos du gotha* où ils dévoilent les barrières symboliques que la grande bourgeoisie dresse autour d'elle pour pratiquer ce qui la nourrit et la perpétue, l'entre soi. On est là face à ce que l'on peut considérer comme un racisme de classe. A leur départ à la retraite, ils se sentent libérés de leur devoir de réserve et de leur neutralité de savants pour s'engager : la recherche ne saurait être apolitique dans un monde de contradiction et d'inégalité... la sociologie est un sport de combat. Ils s'engagent, ils sont

du Front de gauche en 2012. En 2017, entre Marine et Macron, Monique Pinçon-Charlot ne choisit pas ; En 2019, aux européennes, elle soutient la liste du PCF. Ils font polémique et bien sûr on leur reproche leur engagement. Le film *A demain mon amour* se fait l'écho de leur démarche sociologique, mais en l'insérant dans leur vie de couple, en lui donnant une épaisseur humaine réelle et en l'illustrant de leurs engagements militants, à la Fête de l'Huma, dans les manifs Gilets jaunes, dans les contacts multiples et répétés avec les syndicalistes. Il sortira au mois de mars et mérite amplement votre détour.

L'urgence de la révolution

Lors de l'avant-première de février, Monique Pinçon-Charlot avait fait le déplacement pour rencontrer le public perpignanais, un public de connaisseurs, acquis à sa cause avec lequel elle a eu l'occasion de partager analyses et anecdotes, ancrées dans les réalités politiques de nos jours avec le sentiment qu'il y a urgence à changer le monde et à renvoyer ceux qui ont tout à leur juste place, celle de citoyen ordinaire. Et d'insister sur la nécessité qui taraude les consciences de tous ceux qui ne veulent plus du désordre dominant de faire la révolution, sans hésiter et sans délais, avec le sentiment que ce que la classe dominante possède ce n'est que des titres de propriété (sur des biens de toutes sortes qu'elle a outrageusement cumulés) et qu'il est loisible, facile de les supprimer pour déshabiller une oligarchie qui se retrouvera ainsi toute nue et sans pouvoir. Tout est à nous, rien n'est à eux, certes !

Et la petite surprise

Mais ma surprise est là dans cette vision simplissime de la révolution. Je pense que ce n'est

pas que la mienne. Sois-je me dis que dans mes décennies d'activités militantes, syndicales et autres, si c'est aussi simple de changer



les choses, j'ai été (mais pas tout seul) nulissime. Sois-je me dis que la transformation du réel, le combat contre ses inégalités et ses injustices, les exclusions, les souffrances, leur renversement ne peuvent être que les résultats de nos persévérances, résistances, opiniâtretés, solidarités quotidiennes et collectives. Et qu'il faudra insister lourdement ! C'est d'ailleurs ce que montre le film, en suivant le sympathique couple Pinçon-Charlot au cœur des manifs.

Jean-Marie Philibert.

L'actu vue par TELGE



suivez-nous sur



Scan Moi



pourquoi le prix de l'électricité augmente ?



Photo 83692562 © Afkhome | Dreamstime.com

LA PRIVATISATION DE L'ÉLECTRICITÉ NUIT GRAVEMENT À VOTRE FACTURE

Le CSE Central d'EDF vous alerte

sur le lien entre l'augmentation des prix de l'électricité et la privatisation du secteur de l'énergie.

La baisse générale des prix promise par l'ouverture à la concurrence n'a jamais eu lieu. Elle a fait place à un mouvement massif de hausse tarifaire. **Entre 2006 et 2020, les tarifs de l'électricité ont augmenté de 60%.⁽¹⁾**

Ces augmentations sont organisées par le marché européen qui prévaut désormais. Le tarif de l'électricité est calculé à partir du prix du gaz et de la tonne de CO₂. Une aberration quand on sait que l'électricité est produite en France, par EDF, sans même utiliser ni gaz, ni CO₂.

En outre, **ce marché artificiel et complexe contraint EDF à brader 40% de sa production nucléaire à ses concurrents détruisant ainsi le service public de l'électricité au profit d'intérêts privés.**

Cette concurrence est composée à 95% de fournisseurs qui ne produisent pas d'électricité, dont la survie est conditionnée à pouvoir acheter des kilowattheures à bas prix pour rester compétitifs. En parallèle, la Commission Européenne veut contraindre EDF à céder ses centrales hydrauliques à des gestionnaires privés.

⁽¹⁾ Insee

L'envolée des prix sur le marché est devenue à tel point incontrôlable que certains concurrents sont aujourd'hui dans l'incapacité d'assurer leurs livraisons d'électricité et appellent directement leurs « clients » à redevenir des « usagers » d'EDF.

Finalement, ce processus de privatisation a gravement remis en cause l'indépendance énergétique française et est à la source de l'explosion des prix de l'électricité.

Cette situation révèle l'échec complet de l'ouverture à la concurrence imposée au service public de l'électricité.

L'électricité est un bien de première nécessité !

C'est pourquoi, le CSE Central d'EDF exige :

- un bilan des 25 dernières années d'ouverture à la concurrence ;
- la sortie de l'électricité du marché pour garantir des prix maîtrisés et relever les défis climatiques ;
- un retour au service public de l'énergie garantissant notre indépendance énergétique.

Signez la pétition pour une énergie publique

WWW.ENERGIE-PUBLIQUE.FR

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

